

Les collectivités confrontées à un nouveau contexte macro-économique :

Quels équilibres financiers en 2025 ?

Dans un tel environnement, quel accès au crédit pour les collectivités locales ?

Comment mesurer sa capacité d'emprunt ?

Mathieu ROSNARHO

Chargé de Relation Collectivités Locales

Webinaire AFL:
17 mai 2025

Sommaire

- _O1 Le recours à l'emprunt
- _O2 Le contexte macroéconomique
- _O3 L'offre de crédit
- _O4 Mesurer sa capacité d'emprunt et cas pratique
- _O5 L'Agence France Locale

Partie 1

Le recours à l'emprunt



Financement des investissements publics locaux

Les modes de financement des collectivités

- Autofinancement,
- Fiscalité locale,
- Subventions, Dotations d'investissement,
- Fonds européens,
- Financement bancaire.
- Financement obligataire.
- Financement participatif.
- Financement projet spécifique (intracting, tier-financement, fléchage)
- ...

La gestion de la dette

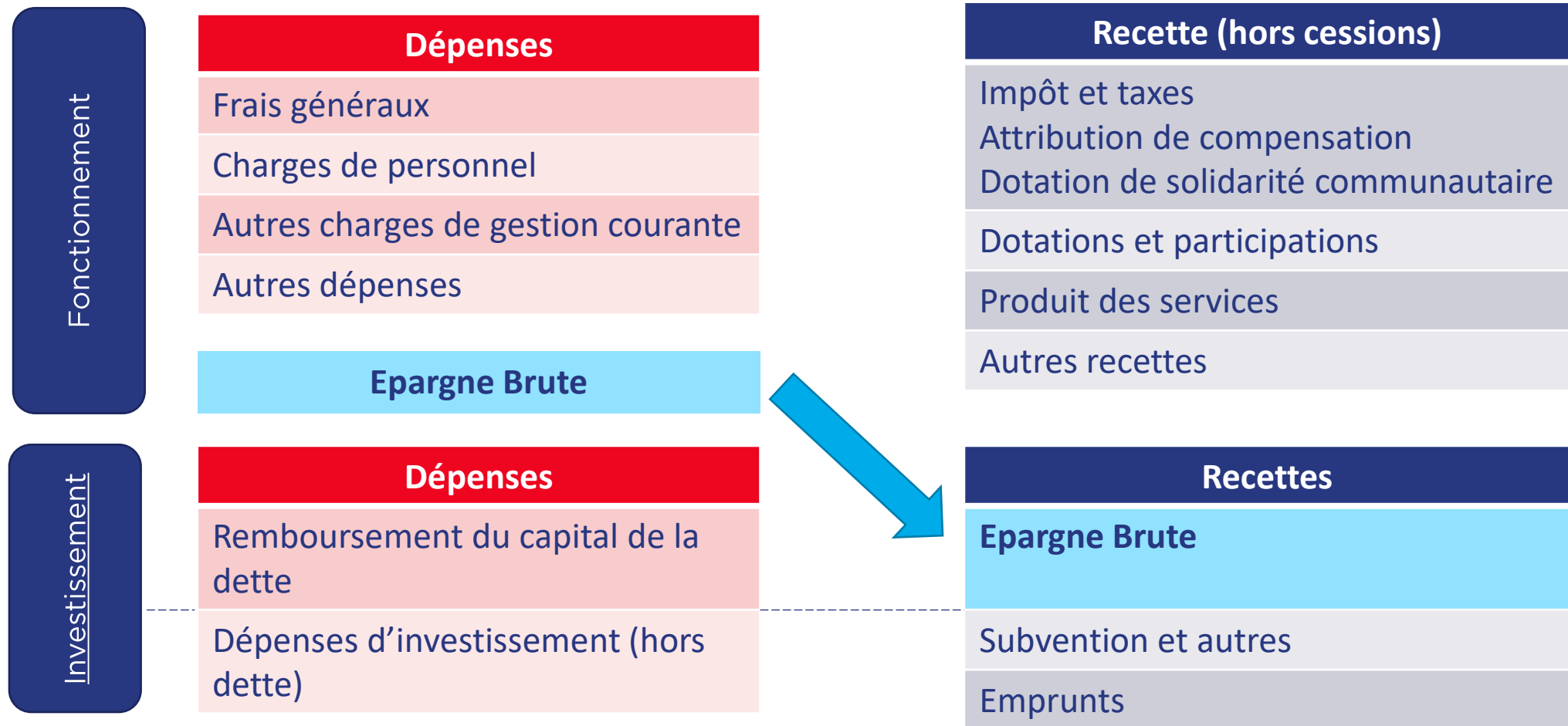
- Les indexations
- La transparence
- La diversification
- La dimension budgétaire
- La gestion des excédents
- La gestion de trésorerie

Financement des investissements : un mix

Un référencement des aides :
<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/>



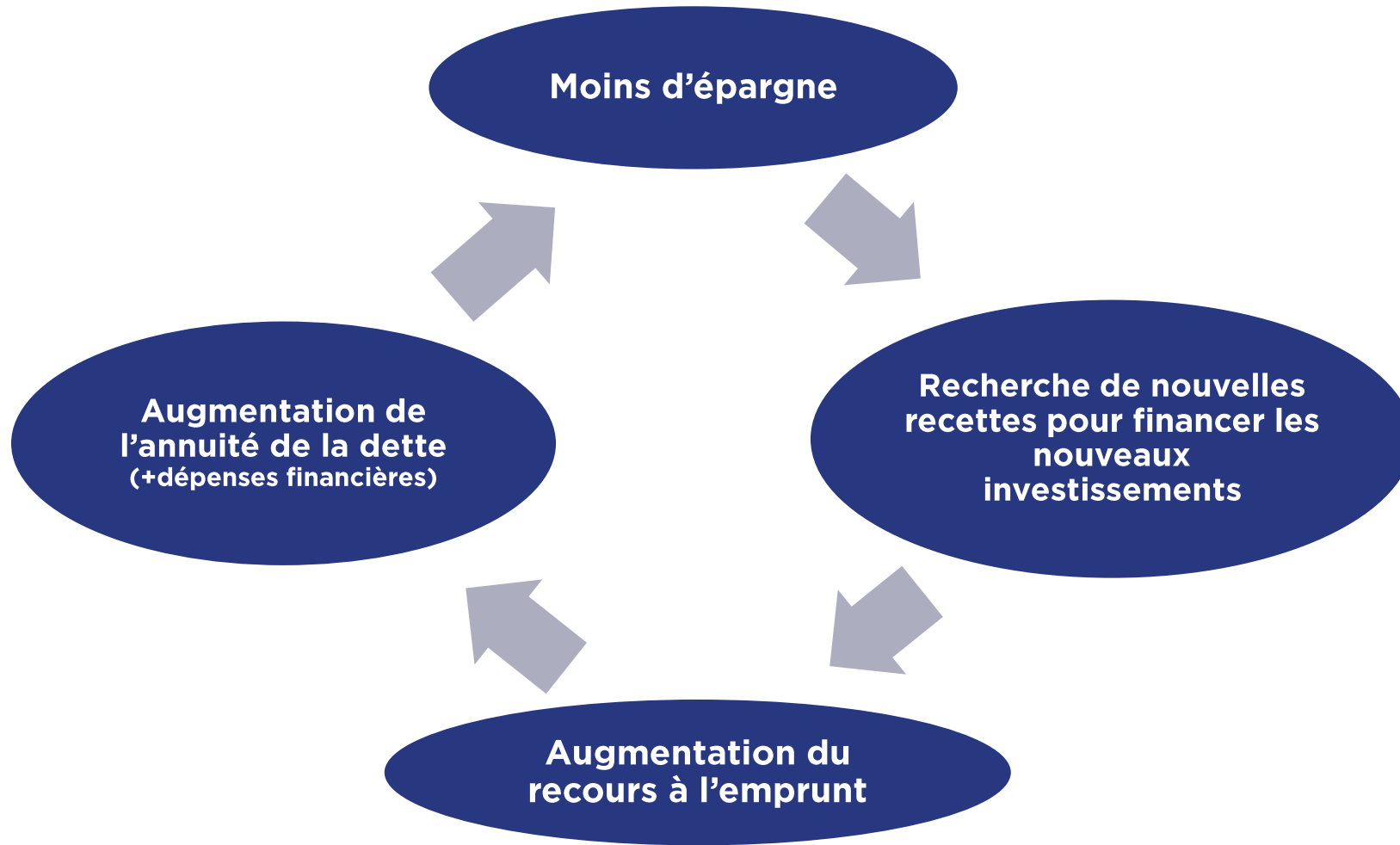
Vue générale



Epargne brute versus Epargne nette

	Epargne brute	Epargne nette
	Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement	Epargne brute – Remboursement annuel du capital de la dette
	Montant disponible pour rembourser le capital annuel de la dette et les dépenses d'équipement	Epargne nette positive = Autofinancement disponible

Importance de l'épargne (ou autofinancement)



Grands principes

Je peux financer des dépenses de fonctionnement par l'emprunt ?



L'annuité de la dette constitue uniquement une dépense d'investissement ?



Les intérêts de la dette sont une dépense de **fonctionnement**.
Le remboursement du capital de la dette constitue une dépense **d'investissement**.



Financement et inscription budgétaire



Les **emprunts** s'analysent comme des ressources budgétaires inscrites au **compte 16**, destinées au financement des investissements et relevant de ce fait du régime juridique et comptable des emprunts,



Les **lignes de trésorerie** sont inscrites **hors budget** dans les comptes financiers de la **classe 5** et destinés à la gestion de la trésorerie de la collectivité.

Il découle de cette distinction fondamentale que les crédits procurés par une ligne de trésorerie n'ont pas pour vocation de financer l'investissement et ne constituent pas une ressource budgétaire. Elles ne financent que le **décalage temporaire** entre les dépenses et les recettes **infra annuelles**.

Les collectivités locales se voient parfois proposer par des établissements bancaires des produits mixtes, qui peuvent aboutir, au sein d'un même contrat, à une certaine articulation entre crédits de trésorerie et emprunts budgétaires. Ces produits d'emprunt plus complexes en gestion permettent d'afficher un objectif général de financement des investissements, tout en recherchant une adaptation maximale à la situation de trésorerie de la collectivité.



Dans le cas de l'attente d'une recette certaine (FCTVA, subventions, contributions de Co-financeurs (Etat, Région, Département..), portages fonciers..) le **prêt relais** (ou **prêt in fine**) sera utilement utilisé. (compte 16 également).

L'Emprunt – la compétence

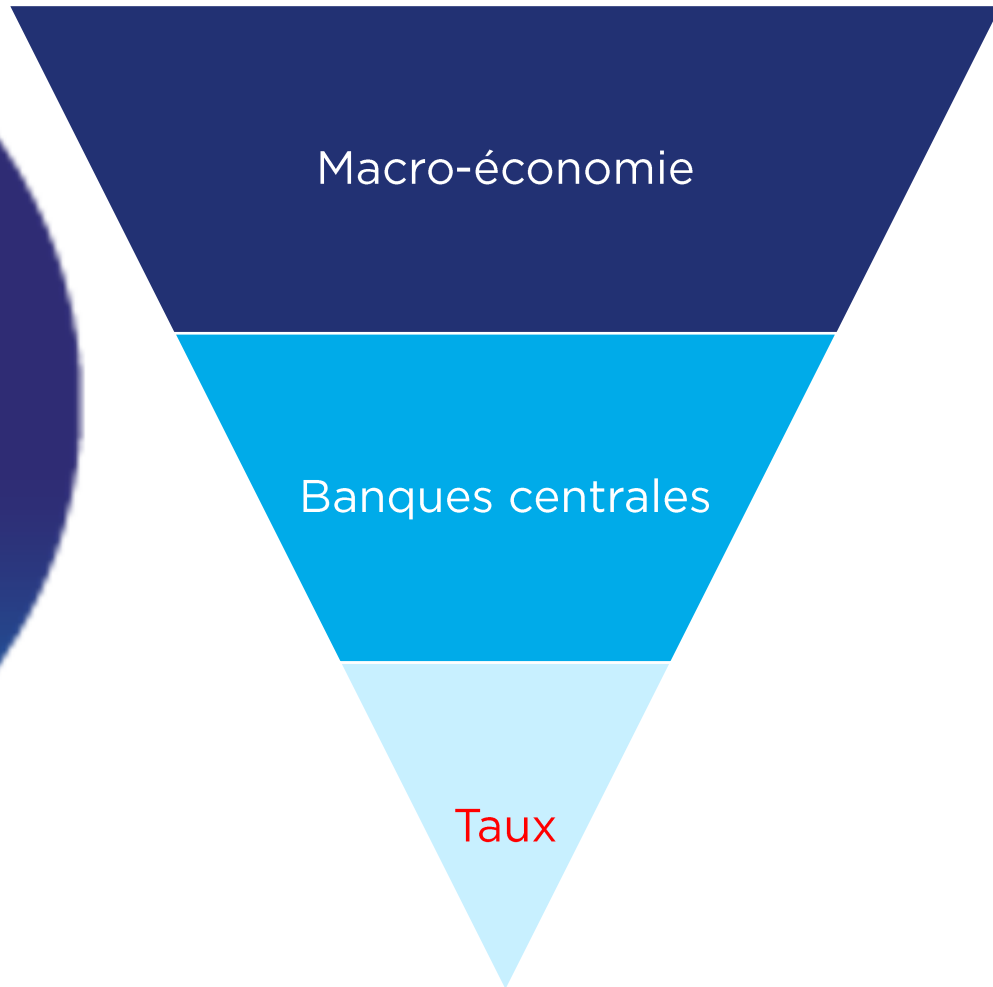
- Le recours à l'emprunt relève de la compétence de **l'assemblée délibérante**. Toutefois, cette compétence peut être déléguée au maire (article L.2122-22 du CGCT).
- La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires fixe le cadre juridique du recours à l'emprunt pour les collectivités territoriales, leurs groupements et les services départementaux en limitant l'accès aux produits les plus simples (article L. 1611-3-1 du CGCT).
- Les délégations consenties en matière d'emprunt prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal (telle que fixée notamment par l'article R.26 du code électoral).
- Lorsque l'assemblée délibérante délègue sa compétence en matière d'emprunt à l'exécutif, elle doit fixer avec précision la **durée et le champs de la délégation** en particulier les caractéristiques essentielles de l'emprunt.



Partie 2 :

Le contexte macro-économique

Introduction



Les fondamentaux économiques et géopolitiques déterminent en grande partie la politique des banques centrales.

« La Banque centrale européenne (BCE) gère l'euro, élabore et met en œuvre la politique économique et monétaire de l'Union Européenne.

Elle a pour objectif principal de veiller à la **stabilité des prix**, étayant ainsi la croissance économique et la création d'emplois. »

La BCE agit par la fixation des taux d'intérêt qu'elle prélève lorsqu'elle fournit de la liquidité au système bancaire. C'est ce qu'on appelle les **taux directeurs**. Elle pilote ainsi les taux d'intérêt du marché monétaire et bancaire.

La BCE augmente ses taux lorsqu'elle constate que **l'inflation** est trop importante : en renchérissant le prix de l'argent, elle vise à décourager les emprunts, la circulation d'argent, la consommation et donc, in fine, à enrayer la spirale d'augmentation des prix.

Politique Monétaire : BCE

- ✦ Après 18 mois de maintien de son taux directeur à 4%, la BCE a entamé une première baisse en juin 2024 de 0,25% et a reconduit la mesure trimestriellement depuis. Le principal taux directeur européen s'établit à présent à **2,25%**.
- ✦ En Zone Euro, la baisse de l'inflation encourage la BCE à assouplir sa politique monétaire. Le plancher d'inflation devrait s'établir entre 2% et 1,75.
- ✦ Selon un Gouverneur de la Banque Central Européenne, les risques qui pèsent sur les perspectives de croissance de l'Europe ont renforcé les arguments en faveur d'un ajustement de la politique monétaire.
- ✦ La BCE devrait de nouveau abaisser son taux directeur et pourrait se diriger vers deux baisses de 25 pb par trimestre d'ici fin 2025.
- ✦ Si l'inflation continuait de chuter et que la faiblesse économique persistait, la BCE devrait apporter son soutien à l'économie en déduisant davantage ses taux.

Politique Monétaire : FED

- La FED maintient son directeur (4,50%).
- La mise en place de tarifs douaniers généralisés sur les importations en provenance de Chine, du Canada et du Mexique (voire de l'UE), constituera un choc majeur pour la croissance Etats-Unis.
 - Le pouvoir d'achat des ménages sera touché et par conséquent la consommation réelle devrait baisser.
- Le programme économique de D. Trump et surtout sa mise en application potentielle ont réduit la visibilité de la Fed.
- La FED aura besoin d'un contexte économique plus clair afin de pouvoir poursuivre sa baisse de taux directeurs.

Du fait de dynamiques et trajectoires différentes entre la zone Euro et les Etats-Unis, les politiques des Banques Centrales de ces 2 zones pourraient diverger.

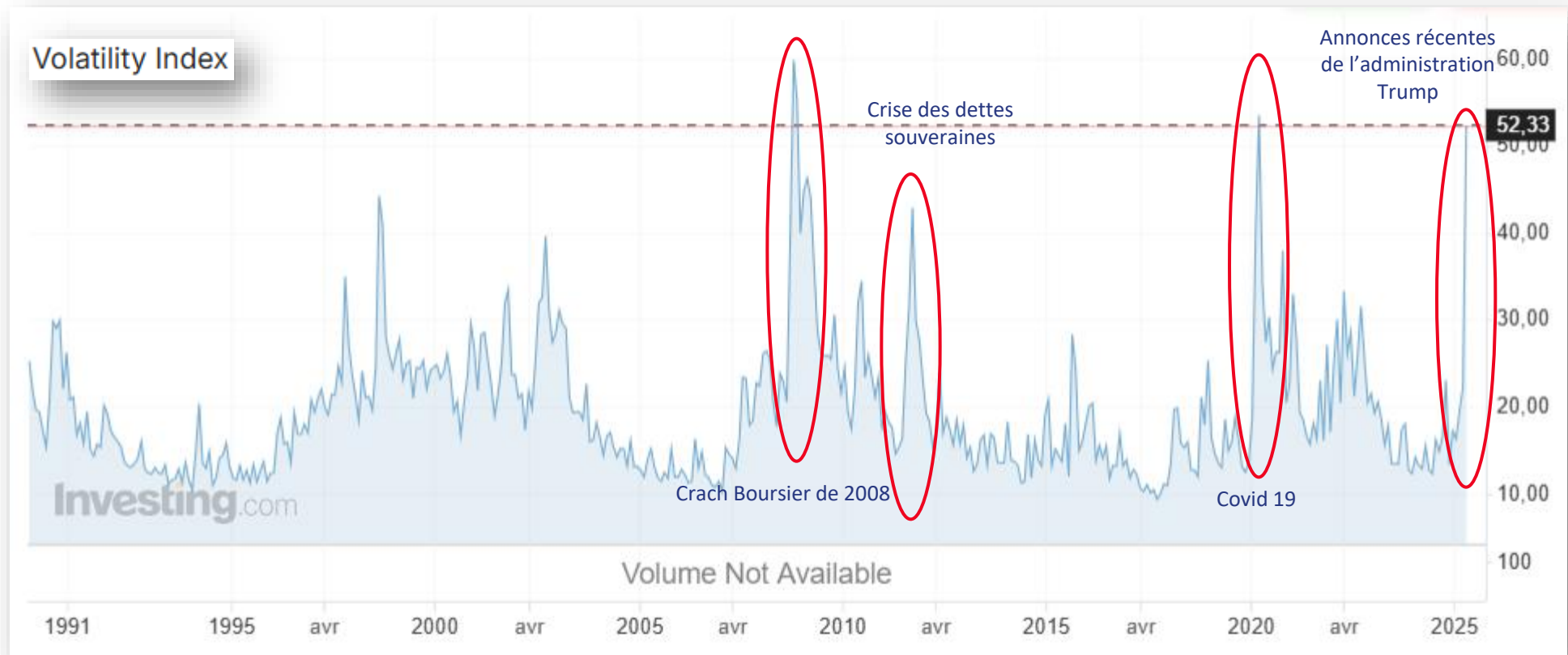
Actualités Economiques en zone Euro

- Les économies européennes sont de plus en plus divergentes. Le couple franco-allemand pénalise la dynamique globale.
- Le taux de croissance en Zone Euro est faible mais reste positif.
- L'Allemagne est confrontée à des chocs multiples qui ont des conséquences sur ses niveaux de croissance :
 - Economie tournée vers l'export
 - Modèle tourné vers l'automobile et les moteurs thermiques,
 - Structurellement portée par un énergie bon marché,
- La croissance est atone en Allemagne : -0,2% en 2024
- Les écarts entre les taux Allemands et Français se maintiennent.

Actualités Economiques

- ✦ Pour ce qui est de la France, la croissance est faible mais reste très légèrement positive.
- ✦ Des grandes économies européennes, la France et l'Espagne sont les moins exposées à la demande américaine et aux risques des barrières tarifaires.
- ✦ L'inflation reste dynamique (1,7% en 2024 selon l'Insee).
- ✦ Pour autant, le contexte institutionnel français et les tensions sur les finances publiques génèrent des incertitudes :
 - 🔴 La pression des agences de notation concernant la trajectoire de la dette française pourrait et se sont manifestée :
 - 🔴 L'Agence de notation Fitch a confirmé une perspective négative à la note de la France. Standard & Poor's a maintenu sa perspective stable.

Volatilité des marchés financiers

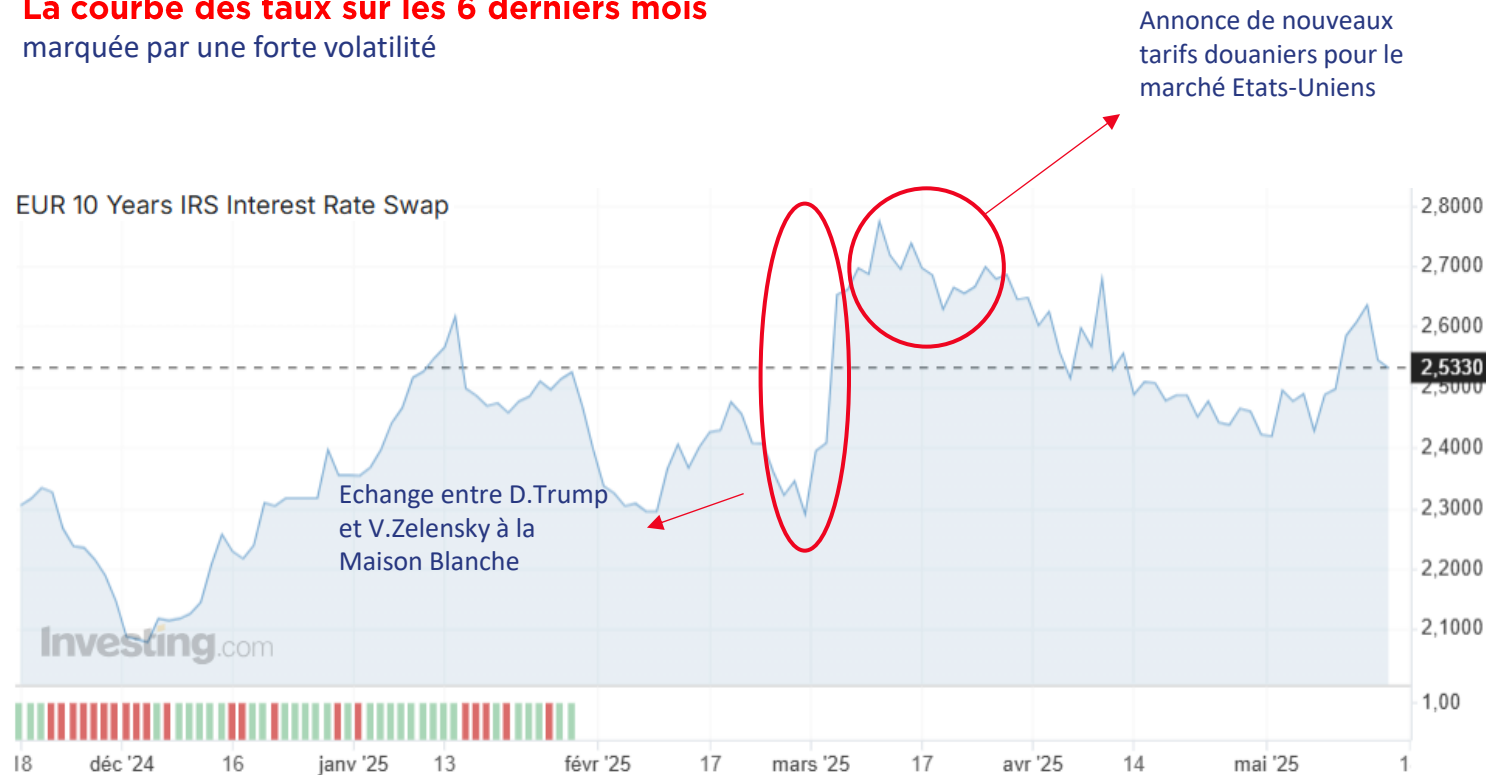


Rendement de l'obligation – France 10 ans (au 16/05/2025 sur 6 mois)



Evolution de la courbe des taux (au 16/05/2025)

La courbe des taux sur les 6 derniers mois
marquée par une forte volatilité



Taux Fixe :

Taux Fixe 15 ans : 3,35%
Taux Fixe 20 ans : 3,52%
Taux Fixe 25 ans : 3,59%
Taux Fixe 30 ans : 3,67%
Taux Fixe 40 ans : 3,78%



Partie 3 : L'offre de crédit

Aperçu des principales banques qui financent les collectivités

(Les banques **privées**
universelles



(La seule banque qui
appartienne à 100 % aux
collectivités



(La banque
qui appartient à l'État



Banques publiques

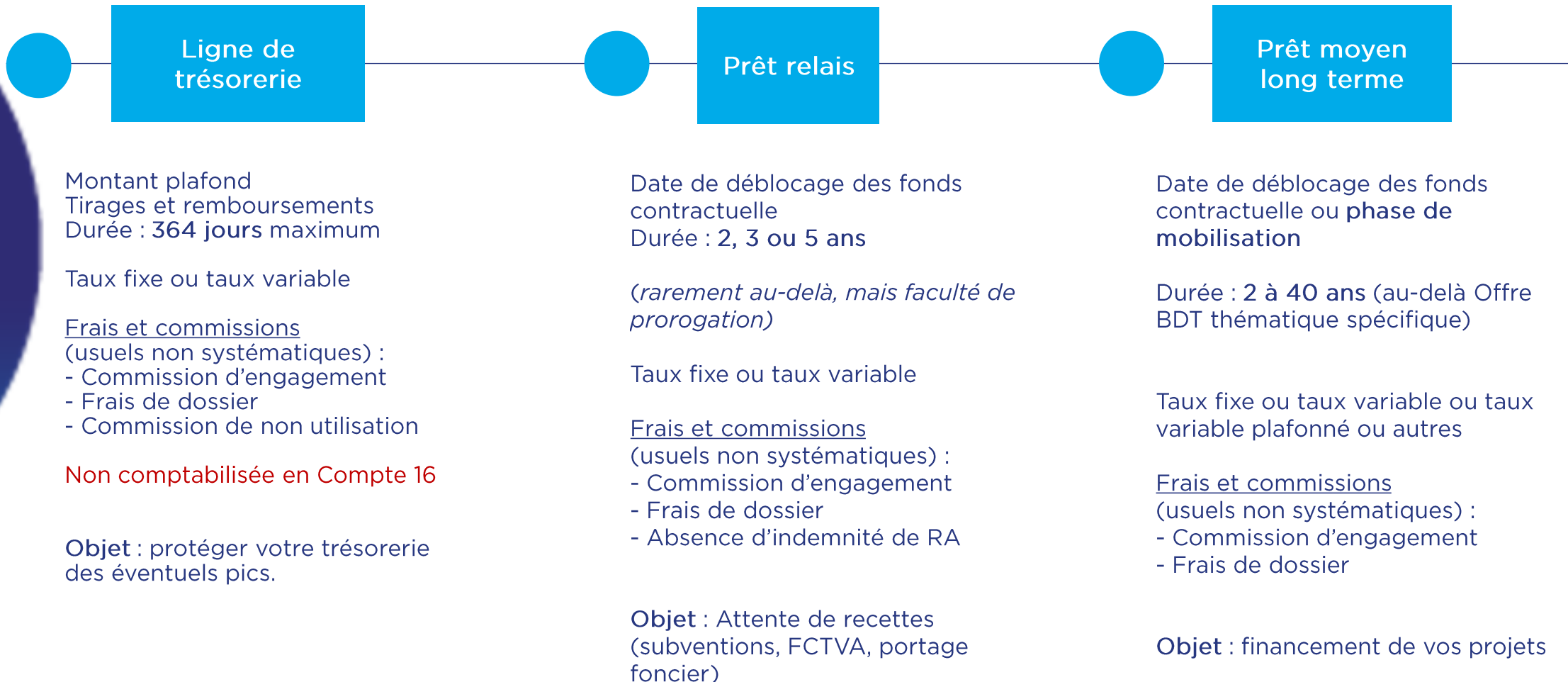
La construction des taux fixes



Construction du Taux	Agence France Locale	Banques Commerciales	Banque d'Etat
Coût de la liquidité (en fonction des ressources)	Emissions obligataires Conditions très compétitives	Dépôt des clients (Entreprises/particuliers) Emissions Obligataires	Fonds d'Epargne (Livret A) Fonds de retraite Dépôt des clients Emissions obligataires
Marge de fonctionnement (en fonction du modèle de rentabilité)	Frais fixes très réduits (modèle allégé)	Frais fixe (réseau bancaire) Rémunération des actionnaires privés	Frais fixe (réseau bancaire) Rémunération des actionnaires
Ajustement (en fonction de la stratégie/politique commerciale)	Sur décision du Conseil d'Administration (Collectivités actionnaires)	Arbitrage spécifique collectivité (pas de dépôt / pas de flux / 1 seul produit)	Décisions / Orientation de l'Etat (exemples : enveloppes fléchées)
Conditions financières	Transparence Juste prix Offre pour tous	Compétitivité des conditions en fonction de la stratégie du Groupe	Compétitivité des conditions en fonction des politiques publiques nationale

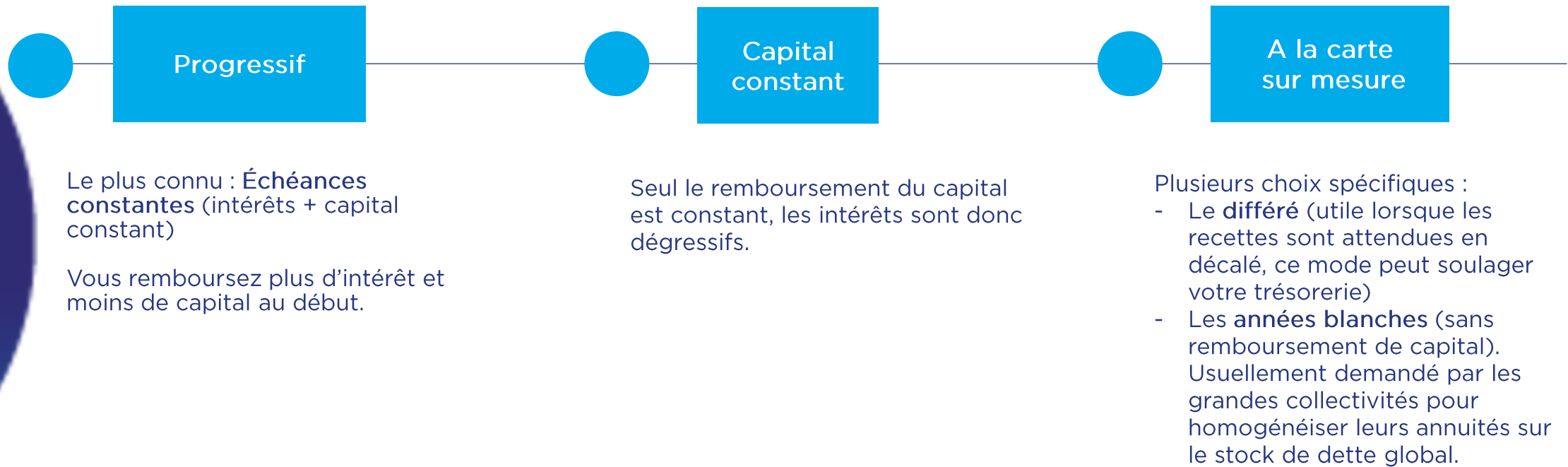
Les produits bancaires

3 outils à la disposition des collectivités



Les modes d'amortissement / Fréquences

3 modes d'amortissement



Fréquences usuelles : **trimestrielle ou annuelle**

Fréquences rares : mensuelle (plus classique pour les particuliers), semestrielle

Vue amortissement

Échéances Constantes

		Taux		3,50%	
	Capital restant du	Remboursement du capital	Intérêts	Échéance	
Période 1	500 000,00	42 620,68	17 500,00	60 120,68	
Période 2	457 379,32	44 112,40	16 008,28	60 120,68	
Période 3	413 266,92	45 656,34	14 464,34	60 120,68	
Période 4	367 610,58	47 254,31	12 866,37	60 120,68	
Période 5	320 356,27	48 908,21	11 212,47	60 120,68	
Période 6	271 448,06	50 620,00	9 500,68	60 120,68	
Période 7	220 828,06	52 391,70	7 728,98	60 120,68	
Période 8	168 436,36	54 225,41	5 895,27	60 120,68	
Période 9	114 210,95	56 123,30	3 997,38	60 120,68	
Période 10	58 087,65	58 087,65	2 033,03	60 120,68	
TOTAL		500 000,00	101 206,80	601 206,80	

Amortissement Constant

		Taux		3,50%	
	Capital restant du	Remboursement du capital	Intérêts*	Échéance	
Période 1	500 000,00	50 000,00	17 694,44	67 694,44	
Période 2	450 000,00	50 000,00	15 968,75	65 968,75	
Période 3	400 000,00	50 000,00	14 194,44	64 194,44	
Période 4	350 000,00	50 000,00	12 454,17	62 454,17	
Période 5	300 000,00	50 000,00	10 704,17	60 704,17	
Période 6	250 000,00	50 000,00	8 847,22	58 847,22	
Période 7	200 000,00	50 000,00	7 077,78	57 077,78	
Période 8	150 000,00	50 000,00	5 337,50	55 337,50	
Période 9	100 000,00	50 000,00	3 548,61	53 548,61	
Période 10	50 000,00	50 000,00	1 774,31	51 774,31	
TOTAL		500 000,00	97 601,39	597 601,39	

*Intérêts = Nbre de J de la Période x CRD x Taux d'intérêt / 360

Bases de calcul des taux

2 bases usuelles

Base 30/360

La base 30/360 ou exact/exact

Lorsque le taux est exprimé dans cette base, tous les mois sont considérés comme ayant 30 jours sans calcul exact.

$\text{Taux} * \text{Capital restant dû} * (\text{Nbre de mois de la période} * 30) / 360$

Exemple :

CRD = 1ME

Taux = 3,75% trimestriel 30/360

Période du 21/03/23 au 21/06/23
[nombre de jours exact = $3 * 30 = 90$ jours]

Intérêts de la période
 $= 3,75\% * 1\,000\,000 * 90 / 360 = 9\,375,00 \text{ €}$

Base Exact/360

La base Exact/360 dite « **Nombre de jours exact** »

Lorsque le taux est exprimé dans cette base, le calcul des intérêts par période s'effectue comme suit :

$\text{Taux} * \text{Capital restant dû} * \text{Nbr de jours exact de période} / 360$

Exemple :

CRD = 1ME

Taux = 3,75% trimestriel exact/360

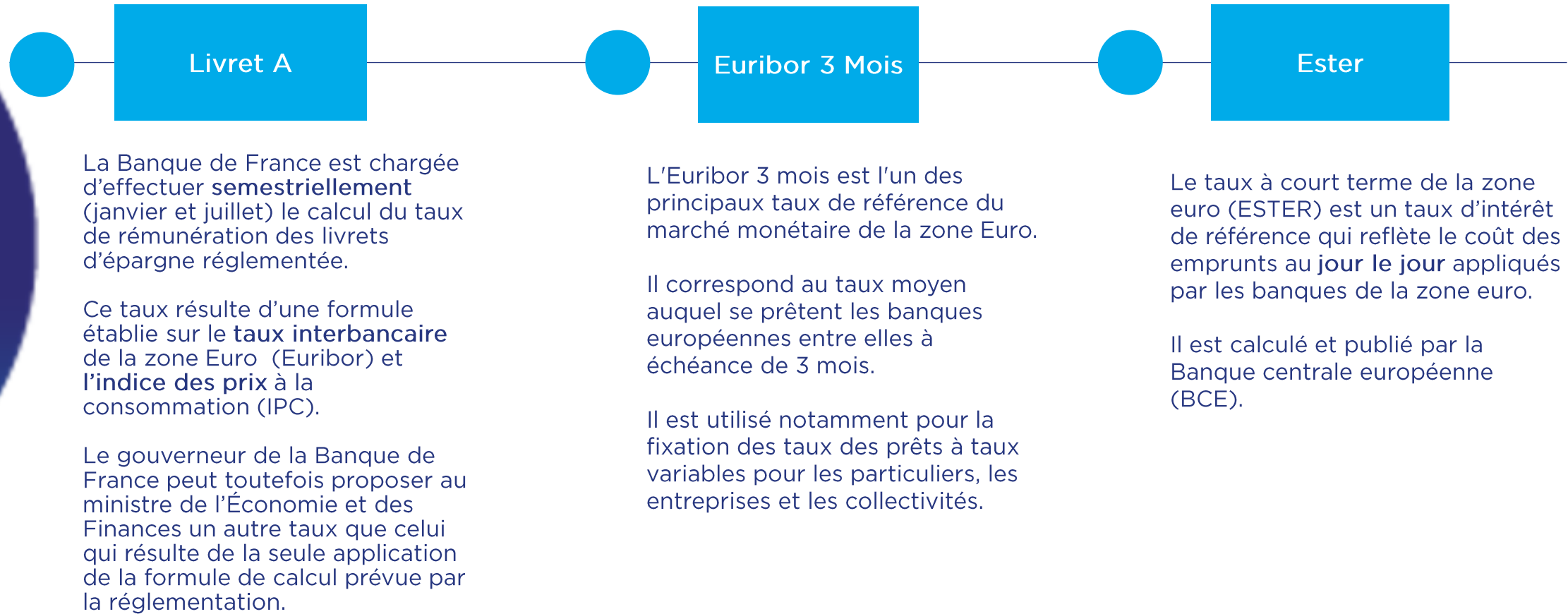
Période du 21/03/23 au 21/06/23
[nombre de jours exact = 92 jours]

Intérêts de la période
 $= 3,75\% * 1\,000\,000 * 92 / 360 = 9\,583,33 \text{ €}$

A taux équivalent, la base 30/360 est plus économique.

Les taux variables

3 taux usuels



Taux variable réglementé

Historiques

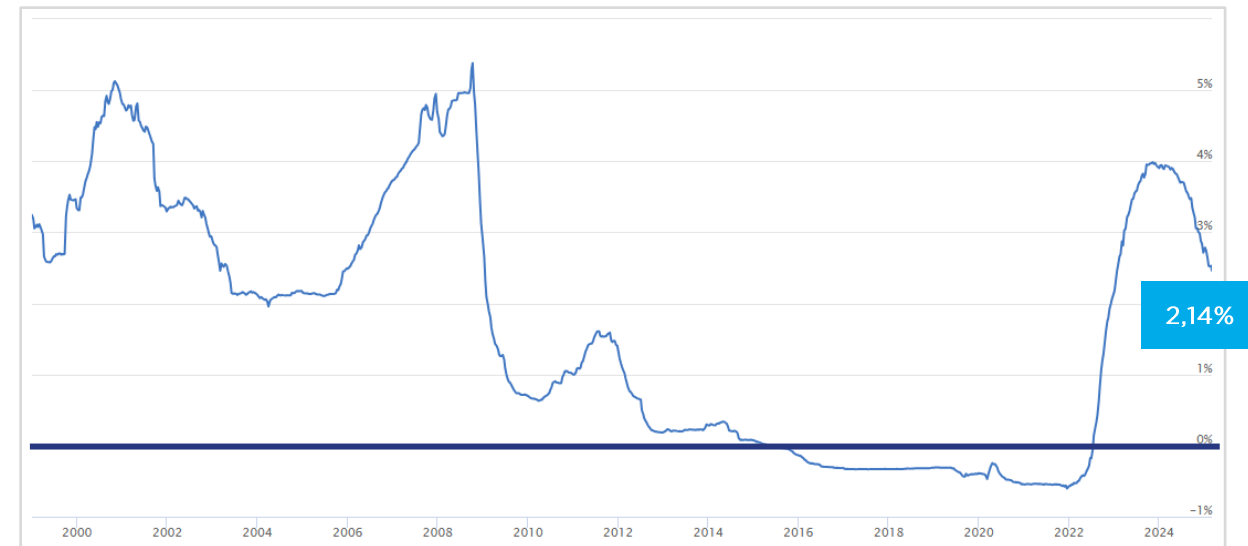
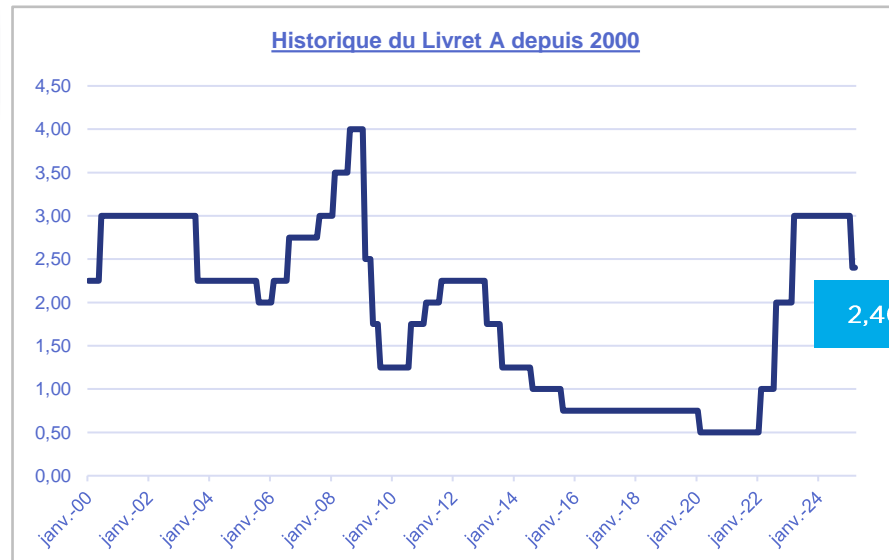
Les données passées ne présagent pas des évolutions futures

Livret A

Qui a été abaissé à 2,40% au
1^{er} février 2025

Euribor 3 Mois

Baisse continue de l'Euribor
3 Mois depuis nov. 2023

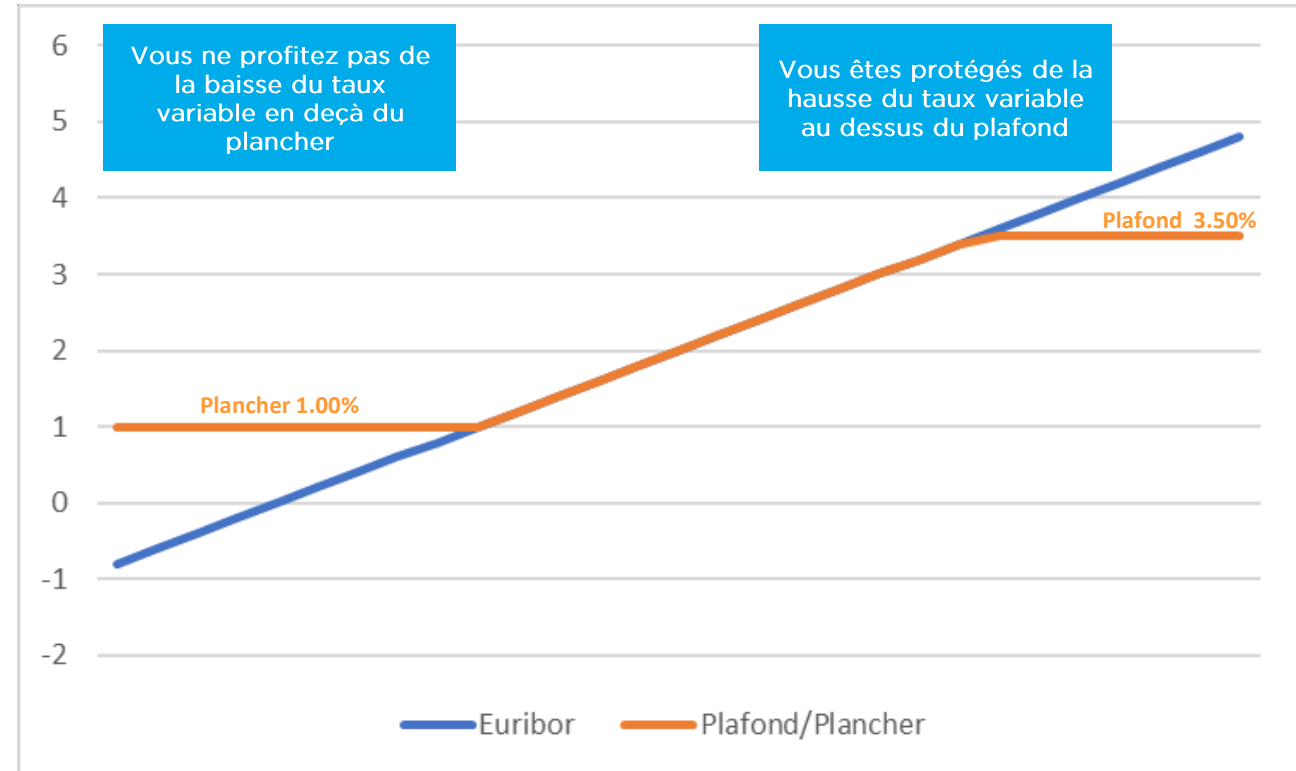


Prêt à taux variable

Une offre alternative – points d'attention

Offre de prêt à taux variable :

1. Plafonné ou non
2. Flooré ou non (plancher)
3. Modalités de fixation

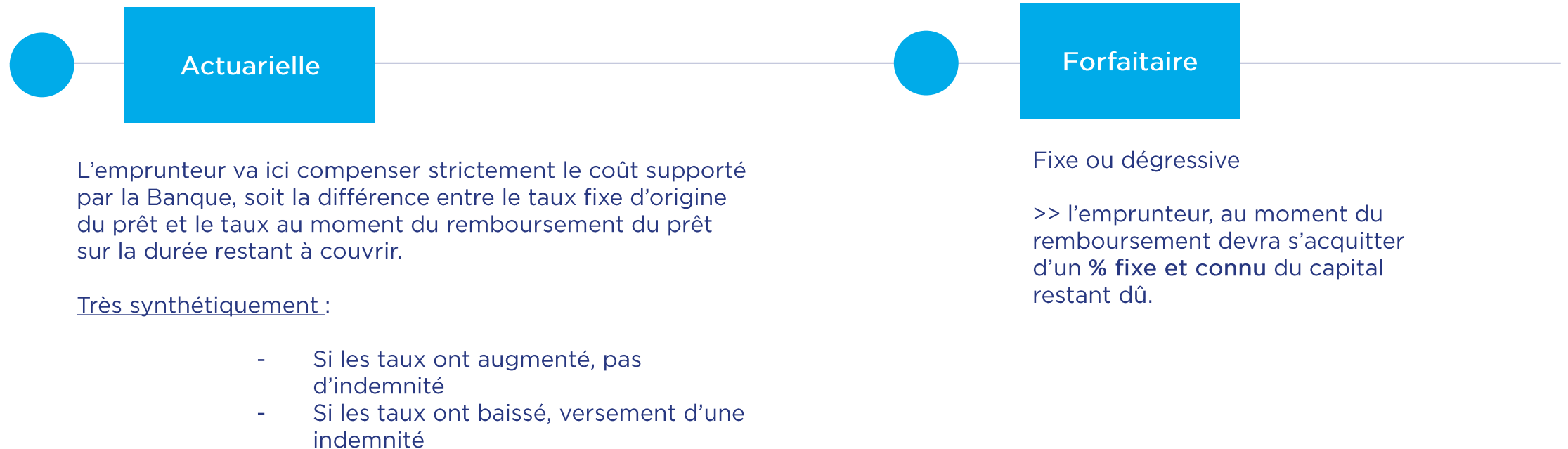


Indemnité de remboursement

Un critère de sélection

Le remboursement par anticipation d'un prêt peut générer un coût pour la Banque >> le coût de remplacement des fonds sur la durée restant à couvrir.

La plupart des acteurs bancaires prévoit dans leur contrat une clause de remboursement par anticipation prévoyant le versement d'une indemnité. Celle-ci peut être de 2 types :





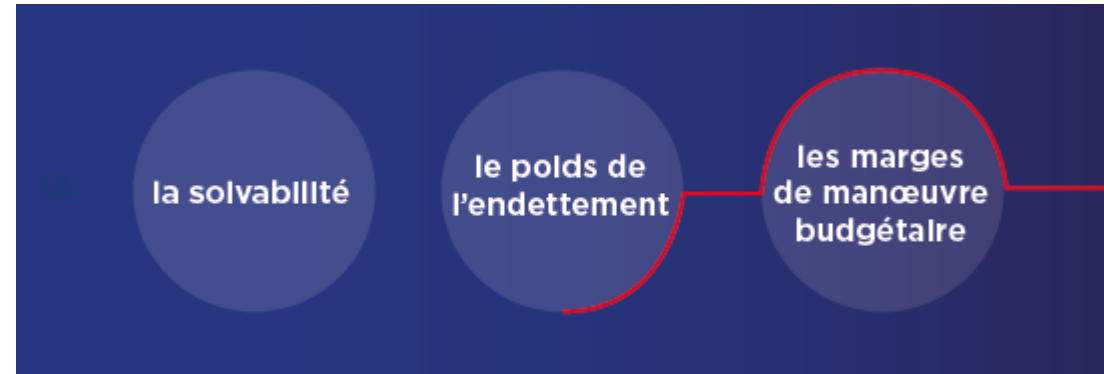
Partie 4 : Mesurer sa capacité d'emprunt

Qu'est-ce que la notation AFL?

Toutes les collectivités françaises disposent d'une « note AFL » entre 1 et 7. Cette note repose sur les trois critères suivants :



Les ratios financiers retenus sont calculés en consolidant les données financières publiées par la DGFIP sur les budgets principaux et des budgets annexes chaque année.



pondérée à 55%, résultant du taux de couverture du remboursement de la dette par l'épargne brute (30%) et du taux d'épargne brute (25%).

pondéré à 20%, résultant de la capacité de désendettement (10%) et du taux d'endettement (10%).

pondérées à 25%, résultant de la part des annuités de la dette dans les recettes de fonctionnement (5%), du taux d'épargne brute avec augmentation de 10% des ressources à pouvoir de taux (5%), de la capacité de désendettement avec réduction de 10% de la charge nette des investissements (10%) et du taux d'endettement après réduction de 10% de la charge nette des investissements (5%).

Pour obtenir votre notation financière, vous pouvez écrire à l'adresse mail suivante : adhesion@afl-banque.fr

Exemple de fiche notation de l'AFL



FICHE DE NOTATION

Nom :

Siren :

Population (hab.) : 2 896

Périmètre de notation : 1BP + 1BA

Source : Comptes de gestion | (Définitif)

Millésime : 2022

NOTATION QUANTITATIVE CONSOLIDÉE

	Valeurs	Score
Solvabilité		
Epargne brute / Remboursement structurel du capital*	1,33	5,58
Epargne brute / Remboursement structurel du capital**	2,07	4,31
Taux d'épargne brute*	19,79%	2,56
Taux d'épargne brute**	21,22%	2,13
Endettement		
Capacité de désendettement (en années)*	3,11	1,93
Capacité de désendettement (en années)**	2,72	1,82
Taux d'endettement*	61,56%	2,58
Taux d'endettement**	57,81%	2,39
Marges de manœuvre budgétaires		
Annuité de dette / Recettes réelles de fonctionnement*	15,66%	4,20
Taux d'épargne brute avec +10% des ressources à pouvoir de taux*	23,25 %	1,53
Capacité de désendettement avec -10% de charge nette des investissements**	2,59	1,78
Taux d'endettement avec -10% de la charge nette des investissements**	54,87%	2,24

* : Dernière année

** : Moyenne 5 ans

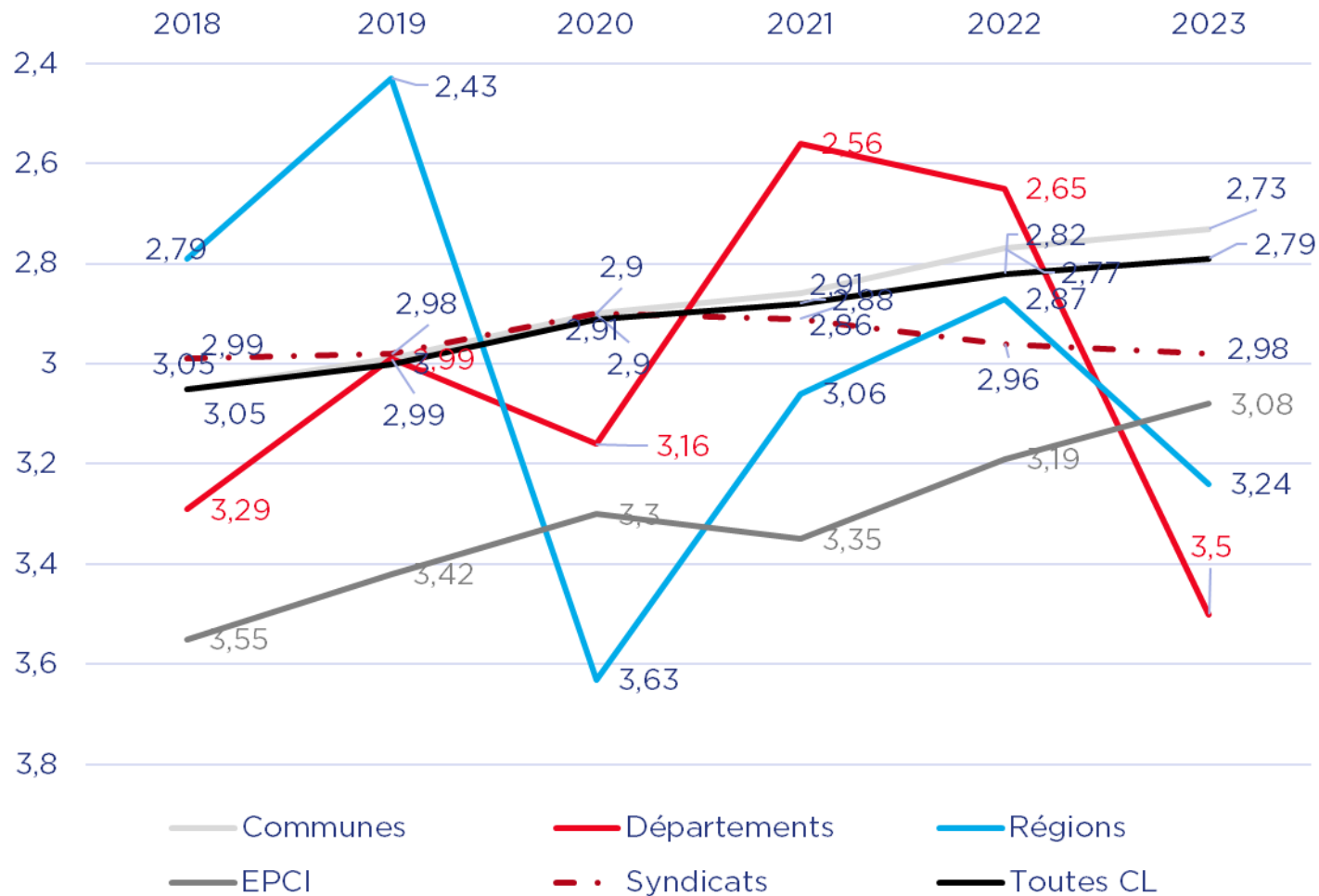
3,16

AGREGATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En K EUR	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	2022	2021	2020	2019	2018
Recettes réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	2 686	2 698	2 451	2 612	2 706
dont Ressources fiscales à pouvoir de taux	929	878	800	796	774
Dépenses réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	2 154	2 080	1 922	2 055	2 152
dont Frais financiers	21	23	25	27	38
Epargne brute	531	618	530	557	555
Remboursement structurel de la dette	400	158	111	590	88
Annuité de dette	421	182	136	617	127
Charge nette des investissements	1 067	1 123	761	811	101
Encours de dette au 31/12/n	1 653	1 803	1 195	1 306	1 647
Recettes d'emprunts (16)	250	767	0	250	18

Le présent document, qui a été établi sur la base de données publiques et du dispositif de notation interne de l'Agence France Locale, est communiqué à titre d'information uniquement. Il ne saurait en aucun cas engager le Groupe Agence France Locale ou lui être opposable, que ce soit dans le cadre du processus d'admission à ce dernier ou d'octroi de crédit par l'Agence France Locale.

Des dynamiques divergentes



Un bloc communal aux recettes dynamiques

2,73
Communes
-0,04

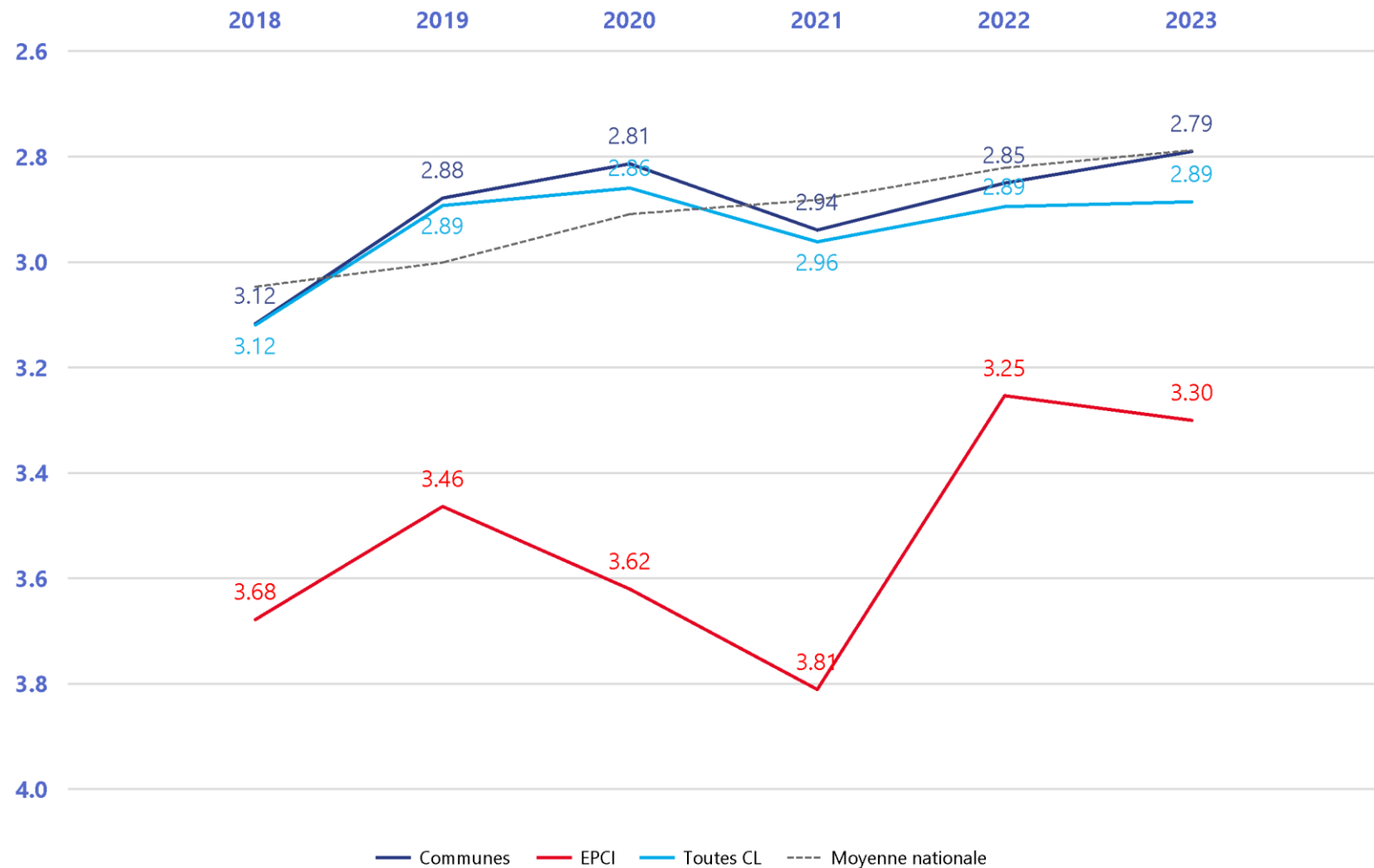
3,08
GFP
-0,11

Départements et régions, des recettes de fonctionnement en berne

3,50
Départements
+0,85

3,24
Région et CTU
+0,37

Moyenne des notes financières des collectivités par année



2.89 / 7

C'est la note financière moyenne des collectivités de Pas-de-Calais en 2023 (vs 2.79 pour la moyenne nationale)



2.79 / 7

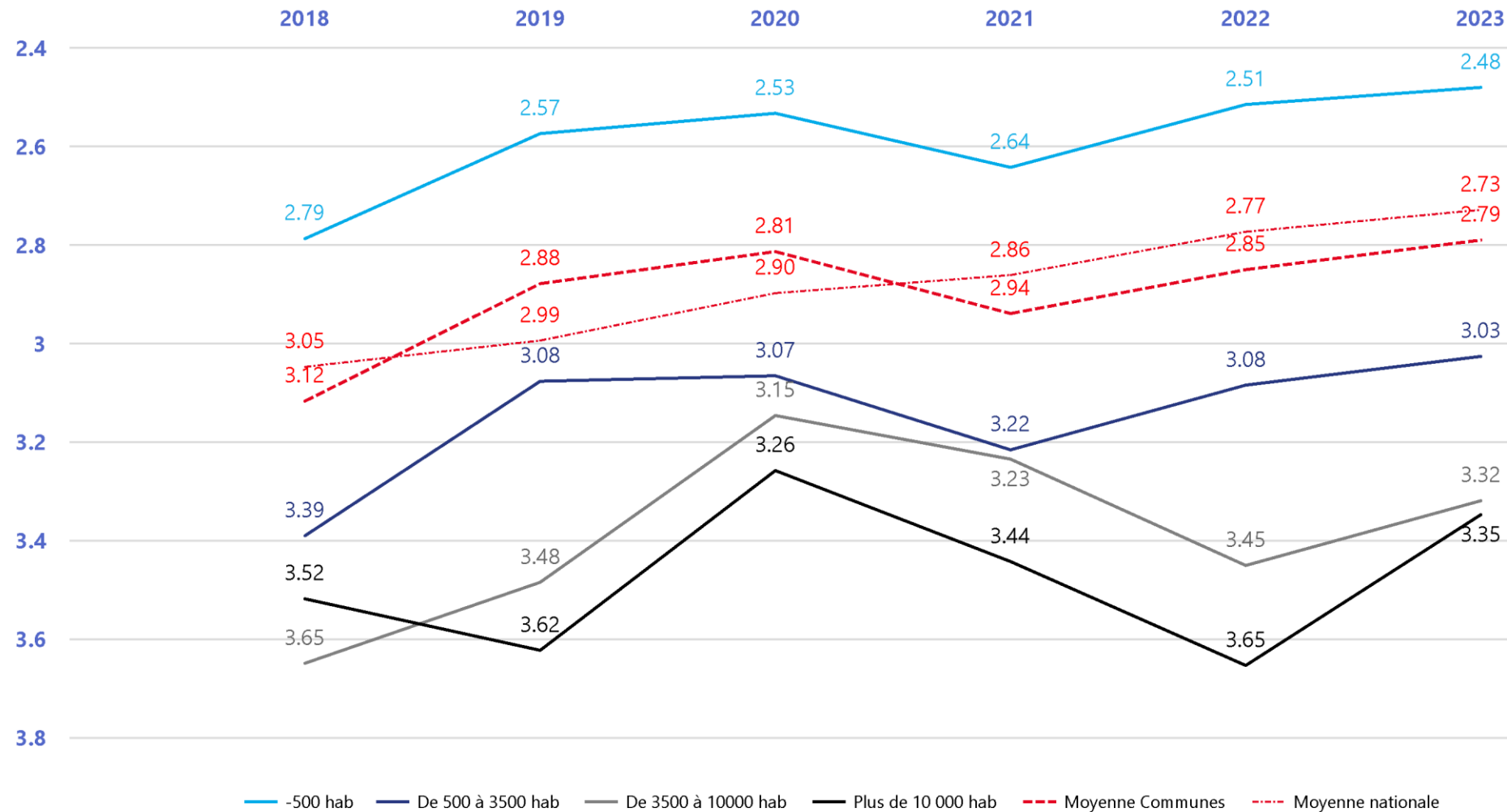
C'est la note financière moyenne des communes de Pas-de-Calais en 2023



3.30 / 7

C'est la note financière moyenne des intercommunalités de Pas-de-Calais en 2023

Moyenne des notes financières des communes par strate démographique par année





Cas Pratique

Mesurer sa capacité d'emprunt

- 📍 Projet requalification de centre bourg :
 - 📍 Travaux sur le réseau d'assainissement,
 - 📍 Réseau de chaleurs,
 - 📍 Aménités urbaines,
- 📍 Montant estimé des travaux : 3M€
- 📍 Montant des cofinancements : Inconnu
- 📍 Capacité d'emprunt : 800K€ grâce à 60K€ d'Epargne nette

Population (hab.) :	938
Périmètre de notation :	1BP + 1BA
Source :	Comptes de gestion (Définitif)
Millésime :	2023

NOTATION QUANTITATIVE CONSOLIDEE		
	Valeurs	Score
Solvabilité		
Epargne brute / Remboursement structurel du capital*	2,56	3,46
Epargne brute / Remboursement structurel du capital**	3,65	1,60
Taux d'épargne brute*	12,77%	4,67
Taux d'épargne brute**	20,35%	2,39
Endettement		
Capacité de désendettement (en années)*	1,78	1,53
Capacité de désendettement (en années)**	1,55	1,47
Taux d'endettement*	22,72%	1,00
Taux d'endettement**	31,61%	1,08
Marges de manoeuvre budgétaires		
Annuité de dette / Recettes réelles de fonctionnement*	5,65%	1,20
Taux d'épargne brute avec +10% des ressources à pouvoir de taux*	17,02 %	3,40
Capacité de désendettement avec -10% de charge nette des investissements**	1,48	1,45
Taux d'endettement avec -10% de la charge nette des investissements**	30,22%	1,01

* : Dernière année

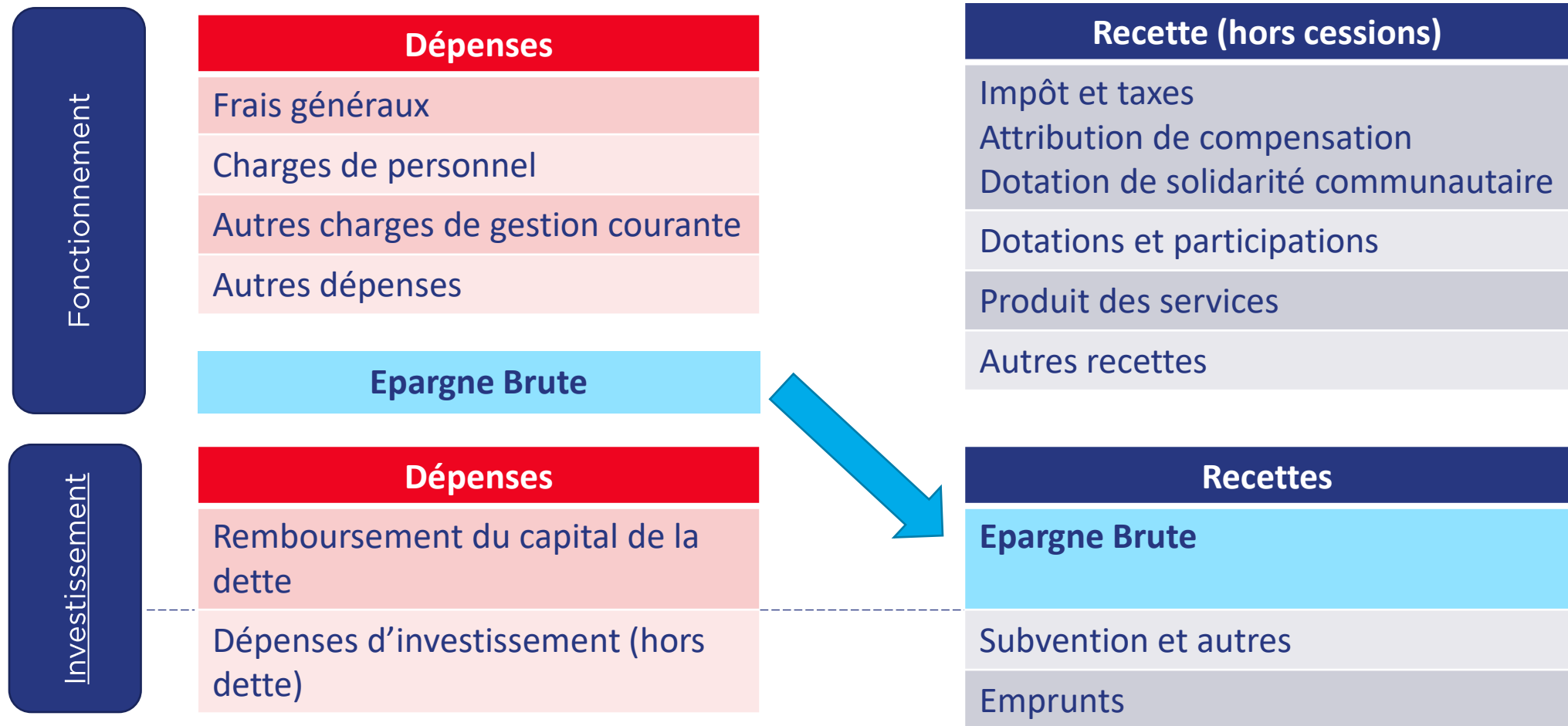
** : Moyenne 5 ans

2,47

AGREGATS FINANCIERS CONSOLIDES

En K EUR	Valeurs 2023	Valeurs 2022	Valeurs 2021	Valeurs 2020	Valeurs 2019
Recettes réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	760	752	679	753	696
dont Ressources fiscales à pouvoir de taux	322	299	287	277	270
Dépenses réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	663	589	583	557	507
dont Frais financiers	5	7	9	10	12
Epargne brute	97	163	96	196	189
Remboursement structurel de la dette	38	51	49	33	31
Annuité de dette	43	58	58	43	43
Charge nette des investissements	120	-78	131	139	193
Encours de dette au 31/12/n	173	210	262	311	194
Recettes d'emprunts (16)	0	0	0	150	0

Vue générale



Mesurer sa capacité d'emprunt

- 📍 Projet requalification de centre bourg :
 - 📍 Travaux sur le réseau d'assainissement,
 - 📍 Réseau de chaleur
 - 📍 Aménité urbaine,
- 📍 Montant estimé des travaux : 3M€
- 📍 Montant des cofinancements : Inconnu
- 📍 Capacité d'emprunt : 800K€, grâce à 60K€ d'Epargne nette :
 - 📍 Financer l'emprunt nouveau
 - 📍 Maintenir une capacité d'investissement courante
 - 📍 Annuité du prêt : Entre 40 000 et 45 000€ (avec un taux hypothétique 3,50% à 30 ans)

Quels leviers à sa disposition ?

- 📍 Recettes nouvelles : Fiscalité, prix de l'Eau
- 📍 Co-financements
- 📍 Financement participatif
- 📍 Allonger la durée d'emprunt

Population (hab.) :	938
Périmètre de notation :	1BP + 1BA
Source :	Comptes de gestion (Définitif)
Millésime :	2023

NOTATION QUANTITATIVE CONSOLIDEE		
	Valeurs	Score
Solvabilité		
Epargne brute / Remboursement structurel du capital*	2,56	3,46
Epargne brute / Remboursement structurel du capital**	3,65	1,60
Taux d'épargne brute*	12,77%	4,67
Taux d'épargne brute**	20,35%	2,39
Endettement		
Capacité de désendettement (en années)*	1,78	1,53
Capacité de désendettement (en années)**	1,55	1,47
Taux d'endettement*	22,72%	1,00
Taux d'endettement**	31,61%	1,08
Marges de manoeuvre budgétaires		
Annuité de dette / Recettes réelles de fonctionnement*	5,65%	1,20
Taux d'épargne brute avec +10% des ressources à pouvoir de taux*	17,02 %	3,40
Capacité de désendettement avec -10% de charge nette des investissements**	1,48	1,45
Taux d'endettement avec -10% de la charge nette des investissements**	30,22%	1,01

* : Dernière année
** : Moyenne 5 ans

2,47

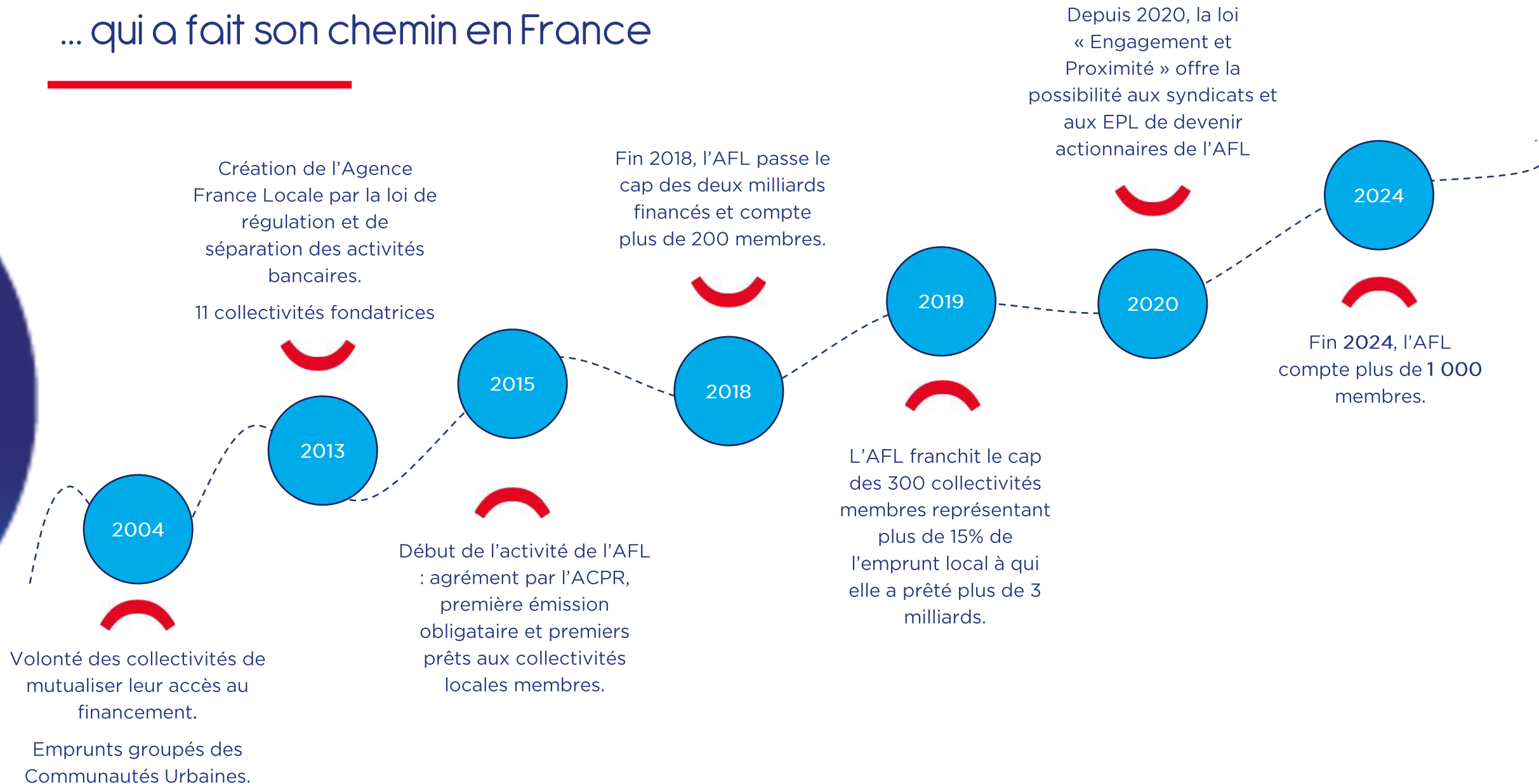
AGREGATS FINANCIERS CONSOLIDES

En K EUR	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	2023	2022	2021	2020	2019
Recettes réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	760	752	679	753	696
dont Ressources fiscales à pouvoir de taux	322	299	287	277	270
Dépenses réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	663	589	583	557	507
dont Frais financiers	5	7	9	10	12
Epargne brute	97	163	96	196	189
Remboursement structurel de la dette	38	51	49	33	31
Annuité de dette	43	58	58	43	43
Charge nette des investissements	120	-78	131	139	193
Encours de dette au 31/12/n	173	210	262	311	194
Recettes d'emprunts (16)	0	0	0	150	0



Partie 5 : L'Agence France Locale

... qui a fait son chemin en France



Le Conseil d'Administration de l'AFL



Marie DUCAMIN
Présidente



Sacha BRIAND
Vice-Président

✦ Régions:

- ✦ Stéphane BERARD, Occitanie
- ✦ Sandrine DERVILLE, Nouvelle-Aquitaine
- ✦ Didier REVEAU, Pays-de-la-Loire

✦ Départements:

- ✦ Luc BERTHOUD, Savoie
- ✦ Nicolas SAMSOEN, Essonne

✦ EPCI:

- ✦ Bertrand ARTIGNY, Métropole de Lyon
- ✦ Bernard BIENVENU, Grand Bourg Agglomération
- ✦ Pierre BOILEAU, Métropole de Nancy
- ✦ Luc BOUARD, La Roche-sur-Yon Agglomération
- ✦ Didier KHELFA, Métropole Aix-Marseille-Provence

✦ Communes:

- ✦ Bernard ANDRIEU, Muzy
- ✦ Bertrand HAUCHECORNE, Mareau-aux-Prés
- ✦ Christèle WILLER, Buschwiller



Ce qu'il faut retenir [Vue au 13 Mars 2025]



1 101

Collectivités
actionnaires



40
salariés

L'équipe de
l'AFL basée à
Lyon



26%

Part de la dette de
nos membres dans
la dette locale
française



Près de
12 Mds€

empruntés auprès
d'investisseurs
français et
internationaux.



Plus de
10 Mds
de crédits
octroyés depuis
2015



Près de
2Md€
de crédits
octroyés en
2024



3^{ème} Prêteur

bancaire des
collectivités
françaises en
2023



Plus de
2 500
contrats de
crédit signés
depuis 2015

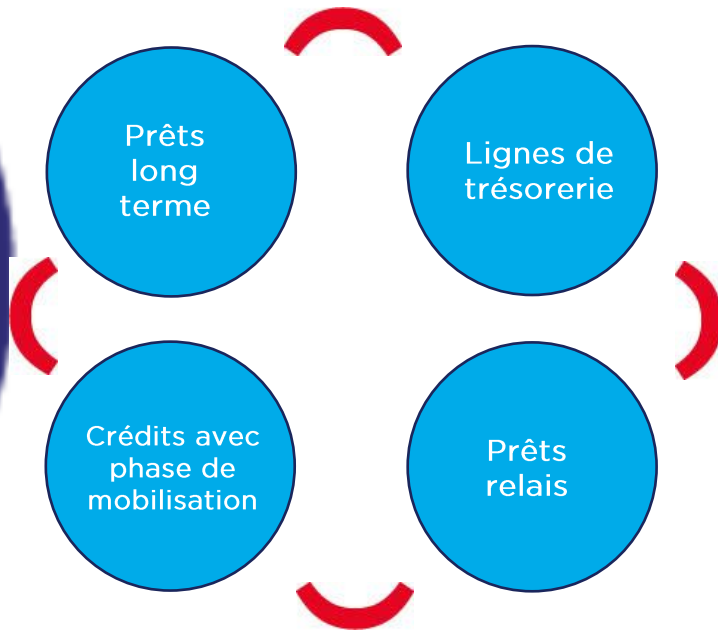
Près de de
325 M€
de capital promis
(par les
collectivités
membres)



Focus sur nos crédits : Que finance-t-on ?

Vue au 13 mars 2025

Une gamme de
financement complète



La durée moyenne de nos crédits :
18 ans

Notre crédit le plus long :
42 ans

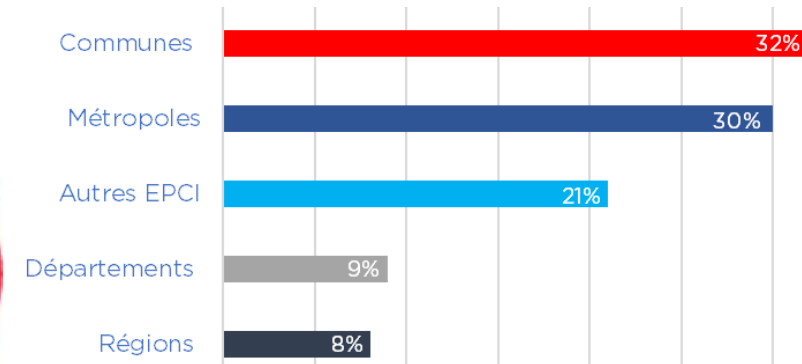
10 000 € Notre plus petit crédit
(Commune de Rieucazé et Peyrignac)

100 M € Notre plus gros crédit
(Région Nouvelle Aquitaine)

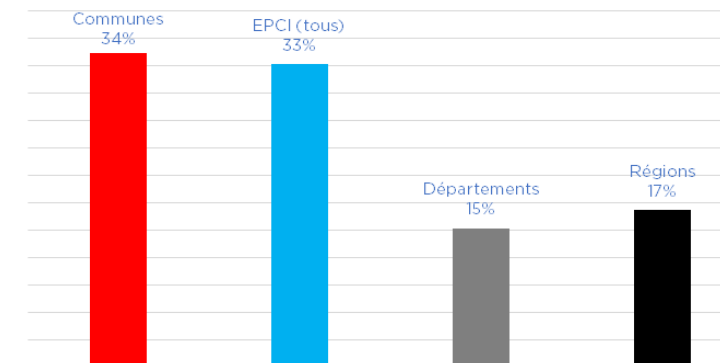
4,3 M € Le montant moyen
de nos prêts

1,105 M€ Le montant médian de
nos prêts

Répartition de nos crédits
(en volume)



Pour rappel, répartition de la dette locale française

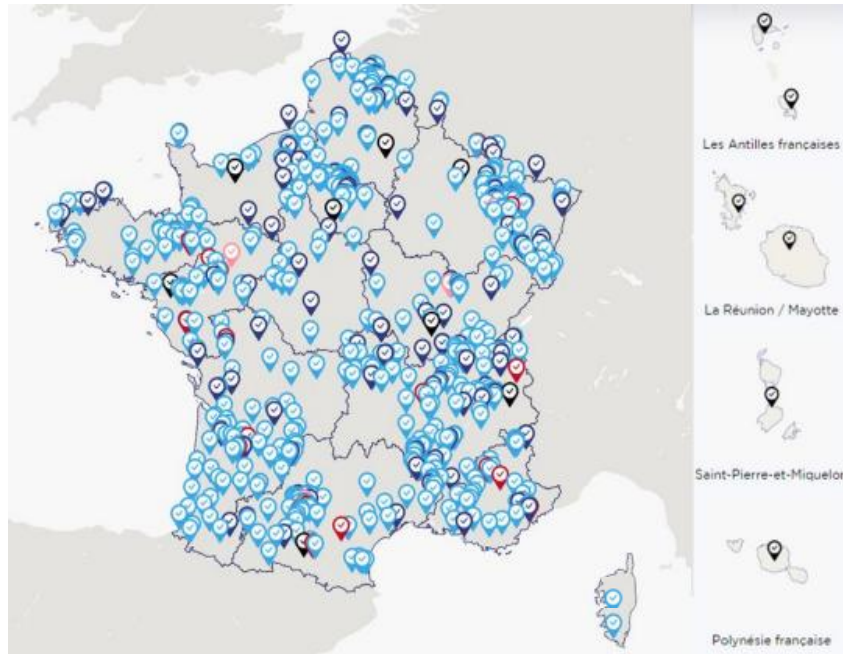


Source OFGL 2022

Focus sur nos membres : Qui finance-t-on ?

Vue au 13 mars 2025

Répartition géographique de nos membres



5 Régions

Pays de la Loire
Occitanie
Grand Est
Bourgogne Franche Comté
Nouvelle Aquitaine

17 Départements

Aisne - Ariège - Allier - Calvados -
Gironde - Haute Garonne - Ille et
Vilaine - Landes - Loire Atlantique -
Maine et Loire - Meuse - Saône et
Loire - Savoie - Essonne
Seine Saint Denis - Yonne - Yvelines

2 Collectivités d'outre-mer

Polynésie Française
Saint-Pierre et Miquelon

228 Etablissements publics

Répartition des EP membres par typologie



Notre plus petit actionnaire :
Aulan (26) : 9 hab

Notre plus grand actionnaire :
Région Nouvelle Aquitaine : +6 M hab

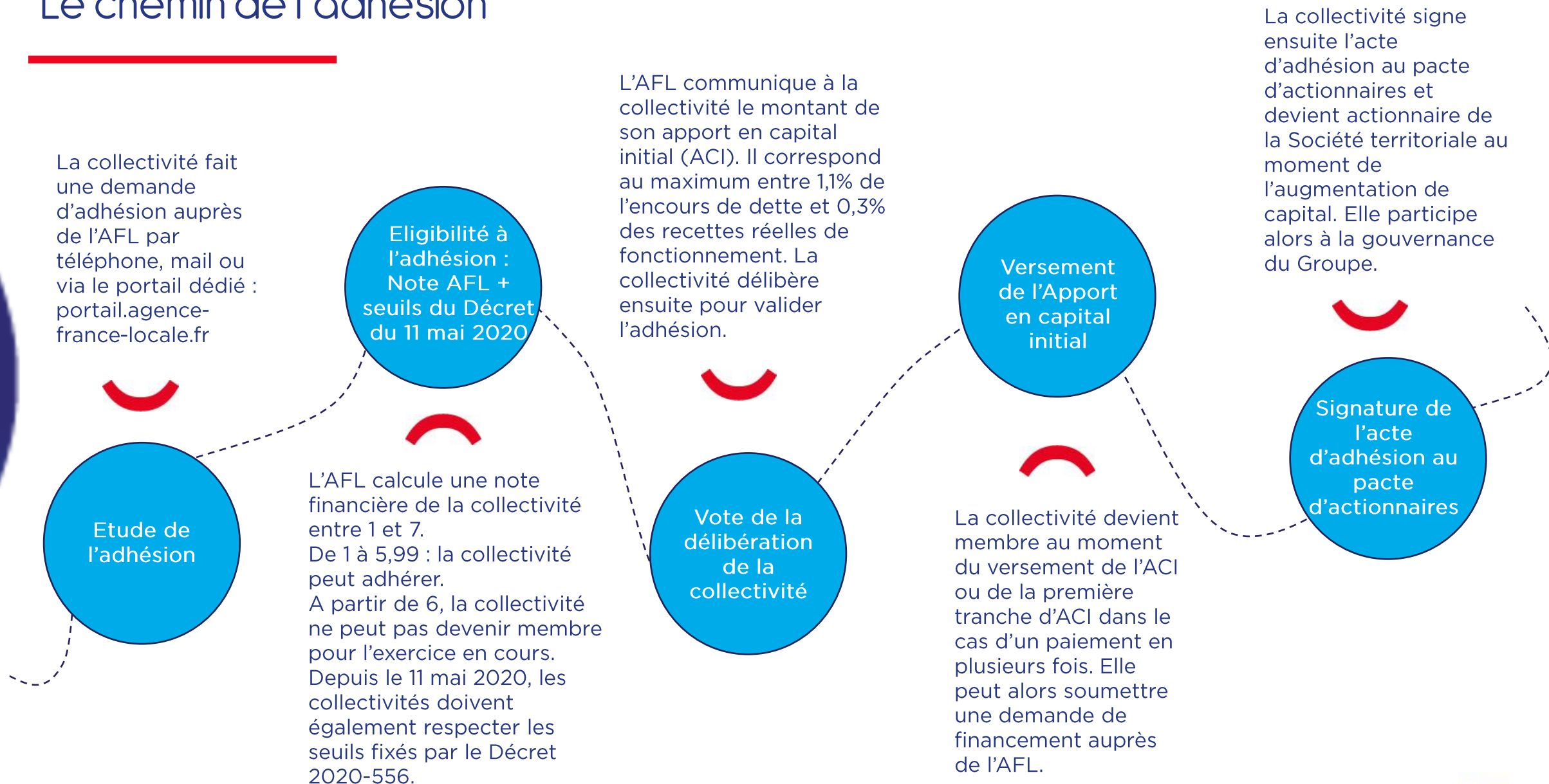
849 Communes

Les membre de l'AFL dans le Pas-de-Calais

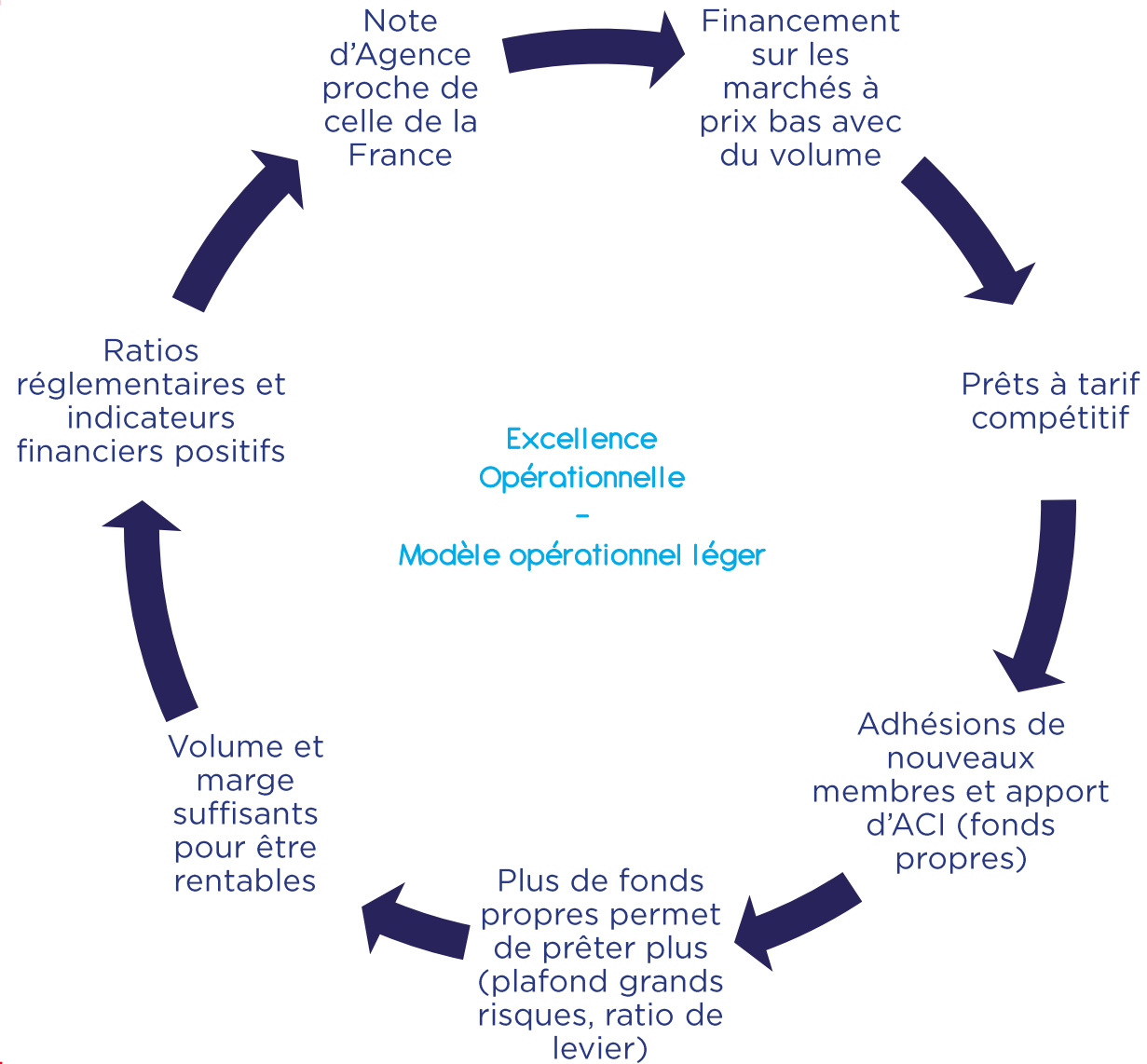
Communauté urbaine d'Arras
Communauté d'agglomération Pays
de Saint Omer
SIVOM du Bruaysis
Commune d'Arras
Commune de Carvin
Commune de Liévin

Commune de Loos-en-Gohelle
Commune de Merlimont
Commune de Noyelles-sous-Lens
Commune de Rang-du-Fliers
Commune de Saint-Augustin
Commune de Touquet-Paris-Plage

Le chemin de l'adhésion



Les enjeux majeurs de l'AFL



Adhésion – Crédit



Mathieu
ROSNARHO

**CHARGÉ DE
RELATION
COLLECTIVITÉS
LOCALES**

mathieu.rosnarho@afl-banque.fr

07 88 85 80 40

*www.agence-france-locale.fr
www.portail.agence-france-locale.fr
Twitter : @AgenceFRLocale
LinkedIn : Agence France Locale*

Merci pour votre
attention!

Pour toute demande :
adhesion@afl-banque.fr

Mathieu.rosnarho@afl-banque.fr
07 88 85 80 40